

# Tout savoir sur UA&ST SNUipp-FSU

Unité Action  
et sans tendance

## Edito

### UA et Sans Tendance c'est

- ↳ Des séminaires réguliers avant le CN.
- ↳ Une réunion le soir du 1er jour du CN.
- ↳ Une lettre d'infos régulière. Pour s'abonner, envoyez un courriel à [jean-pierre.clavere@snuipp.fr](mailto:jean-pierre.clavere@snuipp.fr)
- ↳ Une revue bimestrielle *Enjeux*. Pour s'abonner, envoyez un courriel à [olivier.kosc@snuipp.fr](mailto:olivier.kosc@snuipp.fr)



Unité Action  
et Sans Tendance  
c'est désormais

un site internet :

<https://ua-snuipp-fsu.fr/>

une page Fb @uastsnuippfsu

**Comité de Rédaction** : Alexandra Bojanic, Franck Brock, Guislaine David, Sophia Catella, Jean-Pierre Clavere, Emmanuel Degritot, Olivier Kosc, Francette Popineau, Régis Metzger, Nelly Rizzo, Rachel Schneider

Le Coronavirus aura eu provisoirement raison du projet de réforme des retraites contre lequel le monde syndical avait réussi à organiser une mobilisation d'ampleur qui s'inscrira à la suite de celles de 1995, 2003 et 2010.

Nos mobilisations, sans avoir gagné l'abandon du projet, ont permis d'enfoncer quelques coins comme le report aux générations post 1975, la mise en oeuvre de la clause à l'italienne, l'ouverture de discussions sur les mesures d'équilibre immédiates plutôt que l'imposition unilatérale d'un âge pivot jusqu'en 2027...

**Avec le coronavirus, ce sont aussi les services publics particulièrement ceux de l'hôpital et de l'éducation qui ont retrouvé le devant de la scène.**

La crise que nous traversons révèle tout le mal fait aux services de soins et aux hôpitaux et ses conséquences tout comme l'état d'impréparation général d'un pays quand il renonce à ce qui fait société.

Concernant l'éducation la crise confirme l'isolement d'un ministre face à l'ensemble de la communauté éducative. En l'espace de quelques jours, deux initiatives unitaires incluant l'ensemble des fédérations de l'éducation ont mis en avant ses incohérences tant sur la nécessaire protection des enseignant.es que sur son entêtement à mettre en oeuvre une "continuité pédagogique" qui ne fait que creuser encore plus les inégalités scolaires.

**C'est ce qui identifie Unité et Action : chercher et construire toujours l'unité, montrer la force collective, trouver toujours du commun pour entrer plus forts dans la bataille.**

Unité et Action dans le SNUipp-FSU prend toute sa place et à tous les niveaux, aux côtés des collègues, pour que les exigences ministérielles soient réorientées vers le respect du travail des équipes. Le ministre doit immédiatement cesser de tenir médiatiquement et dans les instructions transmises un discours de continuité pédagogique qui induit l'idée de progressions, d'assimilation de notions nouvelles.

**En cette période, UA&ST porte haut l'étendard de la lutte contre les inégalités, de la solidarité et de la promotion des services publics.**

# Elections internes :

## suite et fin ! UA&ST confirmée



L'engagement des militant.es UA&ST durant cette période de vote au mois d'octobre a été total. Nous avons pu compter sur toutes et tous afin d'arriver au résultat ci-dessous.

Malgré des soucis techniques dû à l'acheminement du courrier, toutes et tous, nous nous sommes attachés à faire de ces élections un moment important du fonctionnement démocratique de notre syndicat aussi bien au niveau national que départemental. Nous pouvons regretter une participation en baisse de 3,44% et - 865 votants aux élections 2019 par rapport à 2016.

La tendance Ecole Emancipée avait émis des réserves sur le vote de la SD 971. Cette dernière a organisé un nouveau scrutin au mois de janvier dans les mêmes conditions que lors du 1er scrutin avec un vote uniquement par correspondance. Le résultat du vote de la SD 971 est net, cinglant et sans bavure (inscrits : 1053, votant-es : 906, blancs/nuls : 4, exprimé-es 902, UA&ST : 900 voix, Ecole Emancipée : 2 voix). La répartition des sièges en SN serait : 14 UA et 6 EE. Nous ne pouvons que tirer notre chapeau à nos camarades de Guadeloupe et les féliciter pour ce résultat.

**Après le scrutin de la SD 971, La tendance UA&ST obtient 65,05% des voix, soit une hausse de 1,88% mais une baisse de 42 voix. Nous sommes le courant de pensée qui**

**progresses le plus (voir ci-dessous) et enrayerons notre baisse constatée au fil des scrutins internes depuis 2007.**

La tendance EE obtient 30,24% des voix, soit une hausse de 0,18 % avec une baisse de 134 voix.

Les autres tendances (Emancipation et URIS) perdent voix et en pourcentages alors que Front Unique se maintient.

Nous perdons la majorité dans 8 départements (16, 24, 30, 65, 81, 75, 82, 94 ) dont certaines étaient d'ores et déjà estampillées hors-tendance ou EE. mais nous en gagnons 2 (33, 50).

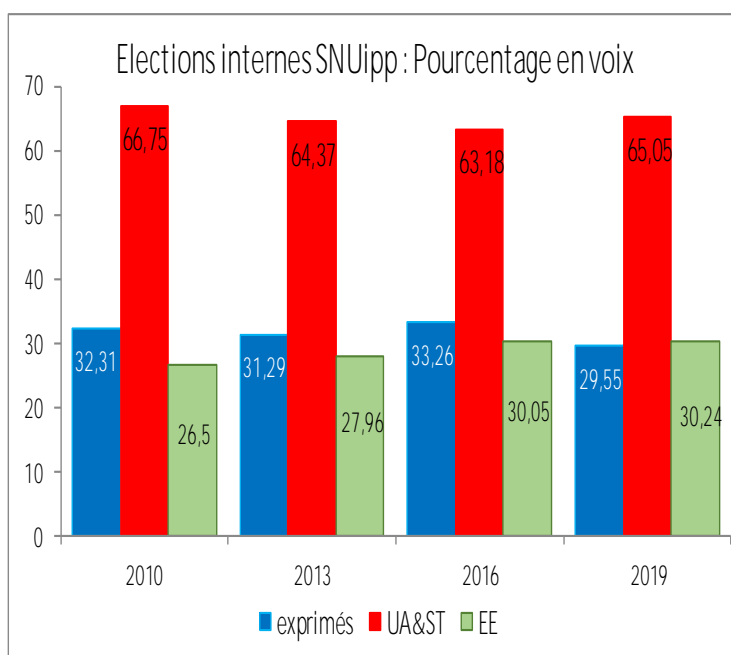
Cet investissement collectif permet à UA&ST d'en sortir fort et plus uni.

Cette dynamique doit se poursuivre jusqu'au prochain congrès puis jusqu'aux prochaines élections, à nous collectivement de poursuivre dans cette voie. Continuons de diffuser nos idées, nos analyses, nos questionnements, à travers les nouveaux outils que nous avons construits ces derniers mois (page fb, site UA-SNUipp, bulletin UA-SNUipp...).

Poursuivre aussi nos débats d'idées dans les séminaires, les réunions, sur UA-Resp, confronter nos points de vue et à terme proposer aux syndiqués des orientations UA&ST plus concrètes et plus visibles avec une tendance unie et constructive.



	Elections 2019		Elections 2016	
Inscrits	55 394		52 746	
Votants	16 676	29,81%	17 541	33,26%
Blancs/Nuls	560		880	
Exprimés	16 116		16 661	
<b>U&amp;A et Sans Tendance</b>	<b>10 484</b>	<b>65,05%</b>	<b>10 526</b>	<b>63,18%</b>
Ecole Emancipée	4 873	30,24%	5 007	30,05%
Emancipation	285	1,77%	525	3,15%
URIS	269	1,67%	417	1,67%
Front Unique	205	1,27%	186	1,12%



# Revalorisation des salaires : Urgente et légitime

Les différentes campagnes menées par le SNUipp-FSU ces dernières années ont mis en lumière le déclassé salarial des enseignants du 1er degré par rapport à ceux des autres pays de l'Union Européenne, par rapport aux autres fonctionnaires, notamment de catégorie A. Cette question n'est aujourd'hui plus tabou pour nos collègues et une majorité de la population considère qu'il y a nécessité d'augmenter les salaires des enseignants.

Parallèlement, le projet de réforme des retraites par points a montré combien les enseignants seraient les grands perdants avec des baisses de leur pension de près de 30%. Ce constat n'a pu être nié par le gouvernement qui a décidé d'inscrire dans la Loi une précision qui en dit long sur les conséquences d'une telle réforme : « La mise en place du système universel de retraite s'accompagne, dans le cadre d'une loi de programmation, de mécanismes permettant de garantir aux personnels enseignants ayant la qualité de fonctionnaire [...] une revalorisation de leur rémunération leur assurant le versement d'une retraite d'un montant équivalent à celle perçue par les fonctionnaires appartenant à des corps comparables de la fonction publique de l'État. »

En connectant la revalorisation des salaires des enseignants et le maintien du niveau des pensions, le gouvernement ne répond à aucune de ces deux préoccupations. Pire, il conditionne certaines augmentations à des contreparties. Inacceptable évidemment ! Les mesures présentées, financées par cette première enveloppe pour 2021, sont très loin d'être satisfaisantes. Seuls 250 millions des 500 millions seraient consacrés aux mesures de revalorisations, le reste serait lié à la mise en place de nouveaux dispositifs : remplacement de courte durée dans le second degré, formation continue rémunérée dans le premier degré, développement des heures supplémentaires pour différentes missions.

Au final, tout cela reste très flou et ne montre aucune volonté ministérielle de traiter, à la hauteur des revendications, la question salariale. Car qu'en est-il concrètement de la loi de programmation annoncée ? A ce jour, rien de tangible n'est envisagé, comment les 10

milliards annoncés seraient distribués et selon quelle échéance ? Le compte n'y est pas du tout ! La revalorisation envisagée s'étalerait jusqu'en 2037, elle ne concernerait que les générations nées après 1975, excluant des dizaines de milliers d'enseignants, et elle porterait exclusivement sur de l'indemnitaire, Inacceptable en l'état !

Une alternative serait de porter les salaires enseignants au niveau de la moyenne de l'Union Européenne soit 3 600€ bruts après 15 ans d'exercice dans le cadre des 10 milliards annoncés et en réduisant sur quelques années le calendrier. Il faut pour cela en augmenter les grilles indiciaires de 150 points, soit 700 € par mois en début de carrière et de façon dégressive jusqu'à 100 points, soit 470 € en fin de carrière.

Le doublement de l'ISAE (et de l'ISOE) à étendre à tous les PE, ainsi que la création d'une indemnité d'équipement pourrait intervenir dès 2021 comme signal d'une véritable volonté de revaloriser l'ensemble des enseignants. L'augmentation indiciaire des échelons des différents grades comme indiqués ci-dessus s'étalerait sur quelques années. Cette revalorisation pour être effective et garantir un véritable gain de pouvoir d'achat doit s'accompagner de l'engagement d'une revalorisation du point d'indice, chaque année, au moins équivalente à l'augmentation de l'indice des prix.

Les enseignants ne sont dupes des promesses de revalorisation avancées par Jean-Michel Blanquer. Nous devons continuer d'agir pour exiger que la question de la revalorisation soit déconnectée du dossier des retraites en revendiquant un accès pour toutes et tous aux indices terminaux du corps des PE et nous opposer à toute contrepartie ou prime au mérite. Pour Unité action et sans tendance, la revalorisation salariale est légitime, urgente, et elle doit être à la hauteur du déclassé salariale que les enseignants subissent depuis de trop nombreuses années. Pour créer le rapport de force nécessaire à la satisfaction de cette revendication, le SNUipp-FSU doit étendre, intensifier la diffusion de nos analyses, de nos propositions et ainsi rendre incontournable cette revendication dans les prochaines mobilisations.



# Crise sanitaire et Crise écologique



L'actuelle pandémie, loin de reléguer au second plan la question climatique, lui confère au contraire une plus grande acuité. La prolifération des virus animaux mutant en agents humains pathogènes n'est pas le fait du hasard. Elle est liée à la destruction des habitats naturels causée par l'extraction débridée des énergies fossiles et le développement exponentiel de l'élevage industriel.

Liées dans leurs causes, crises sanitaire et écologique le sont aussi dans leurs conséquences désastreuses pour les plus fragiles, privés d'eau, de soins, aux conditions de vie dégradées par la gangrène croissante des inégalités sociales.

L'actuelle pandémie agit comme un révélateur des impasses d'une économie mondialisée, incapable de fournir des masques aux soignants. A l'inverse, les services publics facteurs de résilience des sociétés démontrent leur inestimable valeur. Les emplois utiles subitement portés aux nues ne sont pas ceux des «premiers de cordée».

Ces revirements nécessaires à la sortie de crise sanitaire pourraient être mis à profit de la justice climatique si les mesures provisoires aboutissaient à des politiques pérennes de régulation étatique et de décarbonisation de l'économie, de sobriété énergétique et consumériste et de priorité aux emplois

publics, bref d'abandon du modèle de la croissance infinie.

Comment l'obtenir ? Si l'inversion des politiques publiques est nécessaire, les alternatives s'inscrivent dans un continuum d'actions du local au global, de l'individuel au collectif. Les engagements locaux ou individuels ne sont donc pas à disqualifier car les processus de conscientisation et de mobilisation collective passent le plus souvent par la pratique et l'expérience directe et partagée.

C'est pourquoi, étant donné l'urgence sanitaire, sociale, écologique, l'action du SNUipp-FSU doit viser à la fois la formation des élèves à l'éco-citoyenneté mais aussi la prise de conscience de la profession. Cela suppose d'être force de propositions sur les questions de métier, soulevées par l'enseignement des questions socialement vives comme la crise climatique. Et d'être aussi à l'offensive pour conquérir de nouveaux droits en termes de conditions d'exercice face au choc climatique, de rémunérations et de temps de travail pour d'autres choix de vie que la participation à la mortifère spirale sur-production et sur-consommation. Il s'agit en somme de faire des PE, à engager dans les actions co-initiées par les OS dont la FSU et les associations écolos, les 1ers de cordée solidaires pour une éducation émancipatrice, la justice sociale et climatique.

La fermeture des écoles au motif de santé publique s'impose à toutes et tous. Alors que la profession n'a bénéficié d'aucune formation, avec les moyens du bord, elle met en place blogs, dépôts de documents, ENT, caisses de livres, lectures solidaires... et déploie des trésors d'inventivités pour maintenir ce lien essentiel entre l'école, les élèves et leurs familles. Une fois de plus, les PE montrent qu'ils sont capables de s'adapter et d'affirmer leur professionnalité.

Si l'engagement de la profession est très important, les difficultés auxquelles elle se retrouve confrontée le sont tout autant : consignes contradictoires de l'administration, manque de formation et équipement strictement personnel, connexions défailtantes, manque de protection pour l'accueil des enfants des personnels soignants, lien à maintenir avec des familles qui n'ont pas accès aux documents numériques et/ou qui sont dans l'impossibilité de faire travailler les enfants à la maison, écoute de la détresse de certaines familles, culpabilité d'en faire trop ou pas assez, peurs légitimes liées à la situation sanitaire, gestion concomitante du télétravail et du domicile...

Les prises de parole de Blanquer invoquant l'assurance de la continuité pédagogique, le refus d'écouter les acteurs de terrain montrent une volonté délibérée de n'accorder aucune attention aux problématiques réelles. Renvoyer aux familles non pas la stabilisation de ce qui a été étudié et compris en classe, mais l'appropriation de savoirs nouveaux par les enfants, va

creuser les écarts scolaires, eux-mêmes corrélés aux inégalités sociales.

Tout d'abord, il revient au SNUipp-FSU de porter haut et fort le professionnalisme dont font preuve les enseignant.es, tout autant que les limites auxquelles ils et elles sont confronté.es, et de demander que cesse la mascarade de « la continuité pédagogique ». Travailler à conserver une préoccupation scolaire, ce n'est pas faire croire qu'on peut se passer de l'école.

Alors que l'école est et reste le dernier service public présent dans certains territoires, le rôle des PE va devenir primordial en maintenant dans ces circonstances, un lien social, une «continuité humaine», qui signifie concrètement aux familles, aux enfants, que personne n'est oublié.

Outil de la profession, le SNUipp-FSU propose aux enseignant.es de débattre de cette question essentielle : comment prendre en compte et lutter contre les inégalités scolaires, dans cette situation qui les rend palpables puis lorsque nous sortirons de la crise, avec une détermination renforcée ?

Quel plan d'urgence va proposer le ministère pour reconstruire après la tempête ? Le SNUipp-FSU exigera que le ministre assume ses discours de « justice sociale ». Les stages de remise à niveau déjà évoqués pendant l'été ne résoudront rien, le syndicat attend d'autres réponses en termes de carte scolaire, de formation, de Plus de maîtres, de personnels RASED, de baisse des effectifs dans toutes les classes...

## Préserver le lien social, réfléchir et agir contre les inégalités !





# Mobilisation dans l'éducation en Guadeloupe

Dès la présentation du projet de loi sur la retraite dite « universelle », la FSU Guadeloupe a appelé l'ensemble des fonctionnaires à se mobiliser pour obtenir son retrait.

En décembre, 4 mobilisations fortes ont été très largement suivies par plus de deux tiers des collègues dans le second degré, et plus de la moitié des collègues dans le premier degré.

Dès la rentrée de janvier, l'ensemble des établissements du département était majoritairement bloqué à l'appel de la FSU sur le problème des retraites et des moyens avec la nécessité de classer l'académie en éducation prioritaire !

Pour son 52ème jour de mobilisation, en plus du blocage des établissements de l'académie, c'est le rectorat qui a été intégralement bloqué.

En février, plus personne ne pouvait ignorer la force de cette mobilisation et, faute de réponses locales, le ministre des outre-mer ainsi que le ministre de l'Éducation Nationale



*Tony Pioche  
(SNUipp) et  
Guillaume Marsault  
(SNES)*

ont dû *répondre* aux gigantesques mobilisations aux Antilles pour proposer des solutions de sortie de crise.

À la veille des vacances de carnaval, des négociations ont été ouvertes avec :

la commission parlementaire flash outre-mer sur les retraites où la FSU Guadeloupe a apporté sa contribution en exigeant notamment le maintien du tiers Dom.

le Recteur où la FSU a obtenu la confirmation de la suspension des 72 suppressions de postes, le report des instances prévues sur les moyens (Comité Technique Académique et Conseils d'Administration), et la mise en place d'un calendrier de négociations pour l'extension de l'éducation prioritaire renforcée (REP+) en Guadeloupe.

le Ministère de l'Éducation Nationale où la FSU Guadeloupe a été reçue le lundi 10 février.

Pendant les vacances de carnaval, La FSU Guadeloupe



*Blocage du rectorat le 31 janvier 2020*

a été reçue par les deux inspecteurs généraux missionnés par le ministre de l'Éducation Nationale et a rappelé sa volonté de voir le projet de loi de réforme des retraites retiré et renouvelé sa demande de classement en éducation prioritaire (REP+) de l'académie.

Le 29 février, coup de théâtre avec le dépôt de l'article 49.3 par le 1er ministre arrêtant tous les débats sur le projet de loi sur la réforme dite universelle. La FSU Guadeloupe a dénoncé le viol de la démocratie organisé par le premier ministre, en empêchant le nécessaire débat sur la réforme des retraites juste au moment où l'étude des articles les plus problématiques (valeur du point et âge pivot) allaient être étudiés. L'emploi de l'article 49.3 après moins de deux semaines de débat est une véritable ignominie organisée contre la démocratie !

À la reprise des vacances de carnaval, la FSU Guadeloupe a reçu un courrier du Recteur qui s'appuie sur les réponses ministérielles. Les propositions, formulées en réponse aux demandes de la FSU, apparaissent aujourd'hui très insuffisantes au regard des besoins ! Certes, le ministre annule les 16 suppressions de postes dans le premier degré et accepte la création d'une liste complémentaire dans le premier degré, cependant, dans le second degré, le ministre ne revient pas sur l'ensemble des suppressions de postes puisque 26 postes encore supprimés. Aucune garantie n'est formulée en l'état concernant le classement en REP ou REP+ d'établissements scolaires dans l'académie pour la rentrée prochaine !

La FSU appelle tous les collègues à se mobiliser pour discuter des suppressions de postes injustes toujours prévues pour la rentrée prochaine. En fonction des résultats des discussions, le préavis déposé par la FSU à partir du 5 mars sur ces problématiques couvrira toutes les formes d'actions décidées en assemblée générale.

*Les Abymes - 03 mars 2020*

# Sous les cocotiers.....

## l'égalité réelle ?



Depuis le 5 décembre 2019, la quasi-totalité des établissements scolaires du second degré est en grève, collèges et lycées sont fermés. Le 1er degré se mobilise lors des actions phare à l'appel de l'intersyndicale nationale.

Mais en janvier, pas de cadeau sous les cocotiers !

La réforme des retraites est vécue ici comme une triple peine, baisse des pensions, remise en cause du 1/3 DOM et mutisme concernant les 40%, appelés « prime de vie chère ».

Ceci fait donc resurgir une revendication ancienne, le maintien des 40% lors du départ à la retraite. En effet, ici, par magie, la vie arrête d'être chère lorsque vous touchez votre pension !

Cerise sur le gâteau, l'annonce de la suppression de 72 postes dans l'académie, 25 dans le 1er degré, 57 dans le 2sd degré.

Ainsi, en plus d'être mal payés, infantilisés, formatés, surveillés à l'aune des projets qui fleurissent dans notre académie, il nous faudrait accepter une énième dégradation de nos conditions de travail et des conditions d'enseignement, dans un département dont le taux de pauvreté est de 29.8%, le chômage des jeunes les 25.6%, avec 30% de jeunes en difficulté de lecture et un taux de réussite aux évaluations CP/CE1 qui nous place avant-avant derniers au niveau national! On ne parlera pas de l'état des locaux, du manque de matériel, d'infrastructures sportives .... Ici le mot égalité n'a de sens que pour celui qui veut bien encore y croire.

Alors qu'au niveau du second degré la pression des personnels s'affirme, les blocages se renforcent. Dans le premier degré il est plus difficile de conduire les mêmes actions et les procédures de déclarations d'intention de grève ne nous facilitent pas la tâche!

Il nous faut trouver les moyens d'agir de façon massive, forte et durable, de forcer la mobilisation et les consciences!

L'action s'organise, des forces invisibles sont à l'oeuvre.... Les écoles sont bloquées, débloquées, rebloquées, la vie nocturne est intense, l'éducation nationale est quasi à l'arrêt en Martinique. La pression est maintenue pendant 5 semaines. Visite des Inspecteurs Généraux, tentatives de conciliation du Recteur, nous attendons des réponses du ministère et le RETRAIT !

Nou mobilizé san moli!! (la mobilisation ne faiblit pas)

Matinik lèvé (la Martinique s'est levée)

Makron ladjé kouròn lan, (Macron, lâche la couronne)

asé kouyonnen nou, (Arrête de nous prendre pour des cons)

Tiré bagay ou à (enlève ton projet)

I PA BON! (il n'est pas bon)

Fort de France - 1er mars 2020

